

Rapport d'étape du Président et de la DG -

Mise à jour du CA – septembre 2022

À trois mois de notre Assemblée générale, le sentiment persiste que nous nous rassemblerons à nouveau dans des moments difficiles avec des droits sexuels et reproductifs (SDSR) sous le coup d'une attaque soutenue, une pandémie de covid qui persiste et l'urgence de la variole du singe qui affecte les groupes les plus marginalisés - en particulier les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes. Parallèlement à cela, un sentiment d'insécurité dans le monde entier, la montée en flèche du prix de denrées alimentaires et de l'énergie et, pour beaucoup, des mesures d'austérité à l'horizon.

L'année écoulée a été brutale pour la Fédération, pour la SDSR. Nous avons eu beaucoup de chance que notre propre révolution à Delhi ait eu lieu juste avant la pandémie de Covid. Ces réformes, la résilience des prestataires de soins de première ligne des AM, le courage des activistes et le généreux soutien des donateurs tout au long de l'année ont permis à l'IPPF de survivre, et même de prospérer au cours de cette dernière année. Comme vous l'avez entendu au Maroc, **selon les estimations 72 millions de personnes ont été desservies par l'IPPF en 2021, dont 6,1 millions dans un contexte touché par la crise**. Il s'agit du plus grand nombre de personnes touchées par l'IPPF, malgré la réduction du nombre d'AM.

Cette année, nous avons répondu à 15 **demandes d'urgence**, touchant ainsi 716 618 personnes toutes régions confondues. Nous continuons à soutenir de nouvelles organisations partenaires dans le cadre de notre réponse en Ukraine, en étendant notre action à la Hongrie et à la Pologne avec un grand nombre de réfugiés. Nous intervenons également en Afghanistan (contexte de crise politique aggravée par un tremblement de terre), au Malawi (tempête tropicale), au Yémen (contexte de crise), au Sri Lanka (rupture de stock national de produits de base), en Équateur (inondations et réfugiés du Venezuela), ainsi qu'au Kenya et en Éthiopie (famine dans la Corne de l'Afrique).

Les retombées de la révocation de **Roe Vs Wade** persistent, avec 26 États imposant des interdictions ou des restrictions totales. Le Royaume-Uni a accueilli sa 3e **Conférence ministérielle sur la liberté de religion et de conviction (FORB)** dirigée par la députée anti-avortement [Fiona Bruce](#). Polémique, étant donné l'utilisation de FORB initiée par Trump pour couvrir un fanatisme anti-LGBTI et le récent retrait par le Royaume-Uni d'une déclaration sur le genre endossée par 22 *signataires* en soutien aux SDSR. L'IPPF s'est engagée dans la mobilisation en coulisses et a généré une large couverture médiatique. À tel point qu'une nouvelle version de cette déclaration a ensuite été diffusée (sans le langage des SDSR), qui n'a recueilli que 10 *signatures* et beaucoup de protestations, toujours non résolues. Du côté des bonnes nouvelles, le plaidoyer ciblé réalisé en coulisses a conduit la Colombie à prendre ses distances avec la **Déclaration de consensus de Genève**. Notre région Afrique continue de co-organiser une petite série de webinaires très suivis sur l'opposition et l'avortement dans le sillage de Roe.

Stratégie 2028. Le vote indicatif s'est ouvert le 20 juillet, toutes les AM étant invitées à soumettre un

vote en faveur ou non de la stratégie sous sa forme actuelle. Le vote s'est clos le 30 août, date à laquelle 77 des 108 AM éligibles avaient voté. Une semaine plus tard, huit autres AM venaient ajouter leur vote. Toutes les régions et les tailles d'AM ont été représentées. Sur les 85 AM qui se sont exprimées, une seule a voté contre la stratégie. 23 AM n'ont pas voté. Au total, 78 % de toutes les AM éligibles ont voté en faveur de la stratégie. Parmi celles qui ont voté, 99 % l'ont approuvée. Cela a déjà contribué à façonner la stratégie Niu Vaka II sur le point d'être finalisée pour les AM du Pacifique. Le projet de cadre de résultats qui l'accompagne est présenté au point 4 de l'ordre du jour pour votre information.

Le premier cycle de **planification des activités de l'IPPF** se poursuit dans le cadre du modèle d'allocation des ressources post-réforme. Les AM ont été formées aux outils révisés, et informées sur les critères de notation supplémentaires alignés sur la Stratégie²⁸. Le dialogue entre le Conseil d'administration et le C-SIP a porté sur la mise en œuvre de la stratégie. Les business plans des AM seront évalués par l'Equipe de revue technique, composée d'experts externes et de membres du personnel. Le Secrétariat a commencé à élaborer ses business plans/plan d'activité pour 2023-2025 alignés sur la stratégie, parallèlement aux 12 priorités convenues du Secrétariat. L'Equipe de direction a examiné le nouvel objectif et les capacités requises pour fournir S28. Une modélisation est actuellement en cours pour qu'une proposition d'alignement du Secrétariat soit prête à être partagée en octobre.

Au total, 27 AM ont exprimé leur intérêt à diriger un **consortium de jeunes**, et 5 ont soumis des demandes complètes. Après un processus d'examen à deux niveaux, le consortium dirigé par notre AM au Burkina Faso aux côtés des AM de la Tunisie, de l'Inde, du Mali, du Niger et du Togo a remporté l'appel d'offres. Il se concentrera sur l'environnement propice à l'accès des jeunes à l'ESI. A juste titre, il met l'accent surtout sur le leadership des jeunes avec le MAJ et Afriyan, une organisation de jeunesse externe qui mène le plaidoyer des jeunes à l'échelon régional.

La désignation des fonds pour 2019-2022 en vue d'une série de **centres et fonds de l'IPPF** dirigés et hébergés par des AM touche à sa fin. Le financement futur se fera par l'intermédiaire d'un canal dy Flux 2 dédié. Une évaluation externe a été commissionnée pour documenter les meilleures pratiques du projet pilote. Un projet de rapport est attendu d'ici la fin du mois qui éclairera sur le financement, les opérations et le soutien futurs du Secrétariat.

En juillet, nous avons accueilli le **vice-ministre japonais Hitoshi Kikawada** dans nos bureaux de Londres. M. Kikawada a ensuite rencontré le ministre des Affaires étrangères, et demandé une augmentation pour 2023. Nous avons également accueilli le dialogue politique annuel avec le Japon. Il y a maintenant de fortes indications vers une augmentation pour 2023, y compris un soutien supplémentaire pour notre travail dans les contextes de crise. **L'Allemagne (BMZ)** a également considérablement augmenté son soutien financier de base en 2022 de 10 à 17 millions d'euros - sa contribution la plus élevée à ce jour. Cinq millions d'euros sont réservés à la réponse de l'IPPF à la crise ukrainienne. Je me rendrai en Allemagne pour rencontrer le ministre de la Coopération économique et du Développement et des parlementaires dans le cadre du lancement par l'Allemagne de sa politique féministe et pour négocier des contributions pour 2023. **La NORAD** a confirmé la levée du gel de notre financement de base (environ 7,3 millions de dollars) qui avait été mis en place en raison des coupes effectuées en réponse à la crise ukrainienne. Un nouvel accord de 4 ans est en discussion. Cependant, nous attendons toujours la décision **du gouvernement suédois de lever le gel de la 2e tranche de notre financement de base pour 2022** (environ 5,1 millions de dollars).

Le FP2030 a annoncé un nouveau modèle dans lequel 5 pôles régionaux rapprocheront le travail des pays. La candidature de l'IPPF/ESEAOR pour accueillir le pôle

Asie-Pacifique a été retenue. L'accord envisage un partenariat à l'horizon 2030 pour s'assurer que les actions aux échelons régional et national galvanisent les engagements du gouvernement en matière de SDR. Installés dans notre bureau régional, 8 employés dirigés par un directeur général assureront la supervision. Ce travail renforcera notre leadership régional en matière de SDR, avec l'engagement des AM à tous les échelons.

Au 30 juin 2022, nous avons environ 14,7 millions de dollars d'avance sur notre **déficit budgétisé de fonds non restreints**. Cela s'explique en grande partie par la lenteur du financement des AM en raison de la soumission tardive des rapports et de celui du consortium de jeunes qui a fait l'objet d'un processus d'appel d'offres détaillé clos en août. Pour le **financement restreint**, nous avons un excédent d'environ 8,3 millions de dollars, en raison de la réception de contributions plus élevées de la NORAD, de BMGF, de SAAF (subvention supplémentaire) et de subventions d'urgence pour l'Ukraine du FNUAP, de CARE et de l'OSF. Nos réserves générales actuelles s'élèvent à 15,8 millions USD contre 24,06 millions au 31 décembre 2021. Parallèlement, le C-FAR a approuvé des investissements à long et à court terme de fonds excédentaires, offrant de meilleurs rendements en fin d'année. Pour le Forex, le dollar américain continue de se renforcer par rapport à toutes les autres devises et nos conseillers Forex recommandent de couvrir ou de convertir vers d'autres devises que nous détenons pour garantir la solidité de notre portefeuille d'investissement.

Pour la première fois, nous avons entrepris un examen **unifié des salaires** en mettant en œuvre un budget consolidé en fonction des différentes conditions du marché. Nous avons ainsi une visibilité des augmentations avant de les appliquer ainsi qu'une compréhension claire de ce qui est obligatoire et de ce qui ne l'est pas – ce qui nous permet de faire des choix éclairés, équitables et concurrentiels sur les mouvements de rémunération sur les marchés locaux. Nous avons également mis en place un mécanisme organisationnel de conversion des devises pour les salaires en USD afin de soutenir l'amélioration des capitaux propres au sein et entre les zones géographiques.

Le Comité consultatif médical international (IMAP) a confirmé le [Dr Chipso Gwanzura](#) à sa présidence. Le Dr Gwanzura est très investi dans la promotion des droits des femmes et des adolescents en matière de santé sexuelle et reproductive et travaillera aux côtés du Dr Michael Mbizvo (président actuel de l'IMAP) au cours des prochains mois pour assurer une transition en douceur. L'IMAP se réunit ce mois-ci et lancera les nouvelles lignes directrices médicales centrées sur le client de l'IPPF.